

CONTRIBUTION À UNE THEORIE DU NON-ALIGNEMENT

Il n'est plus nécessaire aujourd'hui de démontrer que le «non-alignement» d'une nation même moyenne ou petite, son choix d'une politique indépendante des grands blocs militaires, est une attitude réaliste, et non une utopie ou une hypocrisie. Il n'en a pas toujours été de même; ceux qui comme moi ont prôné ce genre de politique dès 1947 ont été, à l'époque, traités de rêveurs, quand on n'a pas insinué qu'ils étaient des agents camouflés soit du capitalisme américain, soit du communisme, soviétique: dans chacun des camps, on ne voulait pas admettre qu'il existât une troisième position; le monde se divisait en «amis» et «ennemis», celui qui n'était pas «avec nous» était «contre nous» et le non-alignement, que l'on appelait alors «neutralisme» ou «neutralisme actif» ne pouvait être qu'une absurdité ou une supercherie. Quand l'année suivante en 1948, deux nations importantes chacune dans sa région du monde, l'Inde et la Yougoslavie, ont choisi cette attitude comme règle de leur politique étrangère, il ne fut plus possible, à l'Est comme à l'Ouest de parler d'utopie; mais ces deux pays furent attaqués avec violence au sein des deux grands camps mondiaux, où l'on s'efforça de démontrer que la thèse du neutralisme était absurde et mensongère et que l'on verrait bientôt les voiles se déchirer et les pays «neutralistes» rejoindre l'un des deux camps aux quels il leur était *«en réalité impossible de cesser d'appartenir.»*

Mais depuis lors, c'est le contraire qui s'est produit. D'année en année, le neutralisme, appelé maintenant non-alignement, est devenu la doctrine officielle en matière internationale d'un nombre toujours croissant de pays; pratiquement la totalité des pays qui se libéraient du colonialisme européen choisissaient le non-alignement. En Amérique Latine et dans le monde arabe cette doctrine rencontrait une faveur croissante. Depuis 1961 et la première assemblée, à Belgrade, des délégués des pays non-alignés, ces réunions périodiques ont pris chaque fois une envergure plus impressionnante. Aux Nations Unies le groupe des pays non-alignés joue un rôle de premier plan et les grandes puissances mondiales en tiennent grand compte. Sans doute, du fait même de cette vaste contagion, le non-alignement a-t-il aujourd'hui plus la valeur d'une intention, d'une préférence, d'une

orientation, que d'un état de fait précis. On peut parfois sourire en entendant proclamer l'attachement au non-alignement de tel ou tel homme d'État, dont il est évident que la plupart de ses actes politiques sont liés aux décisions d'une des grandes puissances mondiales. Mais il ne faudrait pas, pour autant, voir là seulement une supercherie. L'hypocrisie, nous dit le proverbe, est l'hommage rendu par le vice à la vertu. Si le non-alignement n'était pas considéré aujourd'hui comme une attitude correcte et désirable, tant de personnages plutôt « alignés » ne s'efforceraient pas de réclamer le bénéfice du non-alignement ! D'ailleurs, même quand il y a une grande distance entre l'attitude réelle de ces hommes d'État et la doctrine qu'ils défendent, le fait même qu'ils la prônent n'est pas sans avoir des conséquences sur la politique de leur pays ; on ne peut mentir toujours à tout le monde, comme disait Abraham Lincoln, et on ne peut toujours tourner le dos, dans les faits, à l'idéologie officielle que l'on proclame.

L'attitude des super-puissances à l'égard du non-alignement a elle-même changé. Bon gré, mal gré, elles admettent aujourd'hui ce qu'elles n'ont pu empêcher. Bien entendu, chacune préfère, aujourd'hui comme hier, voir évoluer vers le non-alignement les nations de l'autre bloc, ou à la regueur celles qui viennent d'émerger à l'indépendance et continue à s'efforcer par tous les moyens, les plus subtils parfois, mais parfois aussi les plus violents, de s'opposer à l'apparition du non-alignement parmi les membres de son propre camp. Mais malgré tout, les choses ont changé. La logique a une force contagieuse même si elle est, dans l'histoire, lente à triompher. On ne peut indéfiniment reconnaître le droit à l'indépendance dans certains cas et le refuser dans d'autres. En 1961, N. S. Krouchtchev avait formulé d'une façon frappante et mémorable la théorie des « trois camps ». Sans doute a-t-il ainsi choqué beaucoup d'esprits et certains lui ont vivement reproché cette entorse à la conception dualiste jusqu-là traditionnelle dans le monde communiste. Mais en fait, à mesure que les années passent, nous voyons bien que le polycentrisme s'affirme dans le monde communiste et le monde capitaliste, presque autant que dans ce Tiers Monde qui émerge de l'univers féodal et colonial. Il faut bien conclure que d'autres facteurs que la forme des rapports de production et l'idéologie qui lui est liée, contribuent à regrouper ou à diviser les sociétés. Ou alors, il faut se résoudre à traiter constamment les phénomènes naturels comme des erreurs à extirper ou des complots à écraser, ce qui contribue rarement au bonheur de l'humanité.

Si le non-alignement a ainsi acquis au cours du quart de siècle qui vient de s'écouler le droit d'être à peu près généralement admis et reconnu, il s'en faut pourtant que cette acceptation soit intellectuellement aussi complète qu'elle l'est sur le plan pratique. Les dirigeants des deux blocs, et leurs amis sur toute la planète, ont plutôt tendance à considérer le non-alignement comme un moindre mal,

un fait qu'il faut bien accepter puisqu'on ne peut pas l'empêcher, mais dont on espère qu'il ne sera que temporaire. Même parmi les hommes d'Etat qui ont choisi cette attitude et parmi les théoriciens politiques qui la défendent, il me semble qu'elle est parfois considérée comme un expédient, une solution pragmatique que l'on a adoptée par la force des choses, qui, à l'expérience, paraît préférable aux autres positions, mais sans que l'on ait analysé les choses à fond, que l'on ait découvert la logique intellectuelle de ce choix.

Il me paraît très important que cette analyse soit faite, d'autant que la détente mondiale, que nous avons tous appelée de nos vœux et à laquelle les nations non-alignées ont puissamment contribué, vient aujourd'hui créer une situation nouvelle pour le non-alignement, exigeant de lui, en quelque sorte, qu'il se justifie de manière plus complète. Car si l'on pouvait, instinctivement, et sans qu'il soit besoin de longs raisonnements, se tenir à l'écart du dangereux antagonisme qui risquait d'anéantir toute civilisation humaine, on pourrait dire aujourd'hui que, ce danger ayant beaucoup diminué, il est plus simple, plus commode et plus normal de faire partie d'un des grands systèmes qui tendent à se partager amicalement la planète! Il me semble précisément que le non-alignement n'est pas *seulement*, ni même *surtout*, une attitude ayant un but de politique extérieure, visant uniquement à la consolidation de la paix mondiale. C'est en effet *un* de ses buts et normalement *une* de ses conséquences, mais les racines de cette attitude sont ailleurs et il me semble urgent de la démontrer. C'est à cela que je vais essayer d'apporter ici ma contribution.

L'équilibre dans une société

Le point fondamental est celui-ci. Toute société nationale, quelle que soit sa forme, vit dans un certain état d'équilibre entre les différents groupes sociaux qui la composent. Ceci est vrai quelque soit la nature de ces groupes. Il peut s'agir de classes sociales proprement dites, plus ou moins figées dans leur composition, leur structure et leur recrutement. Il peut s'agir aussi de milieux fonctionnels, eux-mêmes mouvants et plus ou moins ouverts. Mais de tout façon, dans toutes les sociétés réelles, et ceci restera vrai tant que l'Etat et l'armature hiérarchique de la société n'auront pas disparu, (à supposer que cela se produise jamais), il y a et il y aura des »dirigeants« et des »dirigés«, même si on admet que dans certaines sociétés plus dites, plus ou moins figées dans leur composition, leur structure et »d'exploités«. Bien entendu, on peut aussi avancer que dans certaines sociétés parfaites, il n'y a plus aucune distance ou distinction entre dirigeants et dirigés, ceux-là se confondant pratiquement avec ceux-ci. Seulement comme il s'agit-là plutôt d'une espérance que d'une réalité, on peut admettre que, avec de grandes nuances et

particularités et en faisant toutes les réserves nécessaires, le phénomène est fondamentalement le même dans toutes les sociétés.

C'est à dire, je le répète, qu'il y a entre dirigeants et dirigés un équilibre. Il n'est pas quelconque et arbitraire. Il dépend de la puissance du groupe dirigeant, de son intelligence, de son sentiment d'identité avec la masse des dirigés, et aussi naturellement, de sa bonne organisation, de sa solidarité de groupe, de sa capacité de propagande et de mystification, et de son armement militaire et policier. Inversement, le point d'équilibre dépend aussi du degré de conscience des masses dirigées, de leur possibilité d'organisation propre, de leur courage et de leur capacité de résistance et de bien d'autres facteurs. Quand les dirigés peuvent et savent s'organiser, quand ils ont acquis par la lutte, la possibilité d'agir sur les dirigeants, voire d'en changer, quand il y a une certaine perméabilité entre les uns et les autres, alors les dirigeants sont obligés de compter constamment avec les masses dirigées et l'on se trouve dans une forme de société démocratique; à la limite, on peut imaginer une démocratie socialiste parfaite dans laquelle les dirigeants, constamment issus du peuple, contrôlés par lui et renouvelés, vivant en symbiose avec lui, ne peuvent plus se constituer en groupe séparé et fermé: une, telle société représente alors le point d'équilibre le plus haut que l'on puisse imaginer, celui où la liberté de chacun est la plus grande et le degré d'exploitation le plus faible.

A l'autre extrême, et avec toutes les gradations possibles entre ceci et cela, nous avons les sociétés dans lesquelles le pouvoir se trouve en permanence dans la main d'une même minorité. Celle-ci peut être héréditaire ou elle peut être cooptée, il peut s'agir d'une société aristocratique, féodale, ou d'une société bourgeoise autoritaire, ou encore d'une société bureaucratique oligarchique. Dans tous les cas, ici le pouvoir absolu ou quasi-absolu des dirigeants sur les dirigés est exercé par les moyens de la force armée et de la mystification politique et culturelle sur une masse inorganisée, crédule, ou bien «mise au pas» et baillonné. Entre ces deux pôles, l'histoire se développe, et une même société nationale peut passer par des stades très différents, avancer, reculer, nous en avons vu maints exemples

Mais de toute façon, à un moment donné, en fonction d'un certain état des facteurs matériels et intellectuels qui déterminent la situation réciproque du groupe dirigeant et de la masse des dirigés, il y a un équilibre, un *niveau stable d'exploitation et de domination*, qui ne peut être dépassé par le groupe au pouvoir sans une réaction contraire qui repousse le point d'équilibre dans le sens opposé à celui qui les dirigeants recherchaient. Bien entendu, le processus n'est pas immédiat, il peut y avoir pendant longtemps sur exploitation et répression impitoyable de toute résistance. Mais si l'on voit les choses avec un regard historique, sur une période de temps suffisamment longue, tout excès d'exploitation et de répression finit par amener un échec du système, explosion ou changement paci-

fique d'équipe dirigeante; il s'établit alors un nouvel équilibre conforme à la valeur des pressions et des résistances à un moment donné: comme le mercure se déplace dans le tube du baromètre suivant la variation de la pression atmosphérique. Et ceci est vrai à travers toute l'histoire et sous tous les régimes, les plus frustes comme les plus perfectionnés.

Le poids de l'étranger

De tels états d'équilibre sont toutefois entièrement modifiés dès qu'il y a intervention durable d'une puissance étrangère et particulièrement d'une nation beaucoup plus puissante que celle dont il s'agit. Je songe moins ici aux guerres et aux invasions, qui, dans la mesure où elles peuvent ne pas affecter, même en cas de défaite militaire, la substance du pays plus faible, laissent souvent subsister l'équilibre ancien. Il y a alors une période critique, un réajustement de la vie nationale; parfois la puissance relative du groupe dirigeant et de la masse est modifiée, mais de toute façon, il s'établit, après la paix, un nouvel équilibre qui doit peu à l'intervention étrangère, sinon parfois comme catalyseur de réajustements sociaux et politiques: ainsi, par exemple, l'influence des invasions françaises en Europe pendant les guerres de la Révolution française et de l'Empire. En tout cas, dans de telles situations, le nouvel équilibre continue à être le conséquence de facteurs purement nationaux.

Toute autre est la situation quand il y a, de la part de la grande puissance, une intervention plus durable: qu'il s'agisse d'une occupation, d'une domination politico-économique ou d'une colonisation proprement dite, (l'une ou l'autre de ces formes d'intervention étant la conséquence d'un conflit où la nation plus faible a été vaincue et mise en tutelle) — ou bien, qu'il s'agisse d'une intervention amicale, pour »protéger« la nation plus faible, pour aider à son développement économique, etc. Dans tous les cas, il y a alors une modification des rapports intérieurs dans le pays le plus faible, entre le groupe dirigeant et l'ensemble des dirigés. A première vue, on est plus frappé par la différence entre ces différentes formes d'intervention que par leur ressemblance.

Il peut s'agir d'une colonisation proprement dite, et particulièrement d'une colonisation de peuplement comme celle de l'Algérie ou de l'Afrique du Sud, aboutissant au remplacement complet de l'ancienne couche dirigeante par un groupe allogène venu de l'étranger. Ou bien il peut s'agir d'une opération aboutissant à l'établissement d'un régime du type »protectorat«, comme la France l'a fait au Maroc et en Tunisie au 19^e siècle, la Grande-Bretagne aux Indes, etc. Dans ce cas, l'ancienne classe dirigeante est conservée, étayée par l'administration du pays colonisateur. On bien encore, on peut se trouver devant une opération de type néo-colonialiste, qui con-

solide l'ancienne classe dirigeante sans qu'il y ait d'apport visible d'éléments étrangers, comme cela s'est produit depuis longtemps dans le développement de type néo-colonialiste de l'influence des Etats-Unis en Amérique Latine. Ou enfin l'intervention peut prendre un caractère plus subtil et s'exercer uniquement par le moyen des liens économiques, des alliances militaires, de l'inclusion dans un bloc politique. Et il peut s'agir, dans ce cas, d'une opération consolidant la classe dirigeante traditionnelle du pays où l'intervention se produit, comme cela a été le cas de la part des Etats-Unis en Europe dans le cadre de la politique Marshall et du Pacte Atlantique, ou encore cette influence extérieure peut accompagner, faciliter, voire même susciter un changement complet de groupe dirigeant, comme cela s'est produit en Europe de l'Est en 1947—48, du fait de l'influence considérable exercée par l'U.R.S.S. victorieuse.

En apparence, évidemment, il n'y a rien de commun entre ces différents phénomènes; les processus sont techniquement très différents, les conséquences tant humaines que politiques et économiques sont diverses. Mais il y a dans tous les cas, une conséquence commune. Le milieu dirigeant, ancien ou nouveau, indigène ou allogène, ne dispose plus uniquement de ses seules forces personnelles pour faire face à la masse de la population. Il peut mobiliser à son profit la force de la puissance intervenante, soit de manière directe et militaire, soit de manière moins visible par le biais des liaisons économiques et politiques; soit d'une façon encore plus subtile, par l'existence d'un simple recours possible à la puissance étrangère, recours qui apparaît «en transparence» dans tous les actes du groupe dirigeant, et empêche ou affaiblit les réactions de la population. Il faut noter en effet que les rapports entre la grande puissance et la nation où se produit l'intervention, passent exclusivement par le groupe dirigeant de cette dernière. Le langage commun ne tient pas suffisamment compte de ce fait, et voile ainsi la nature du phénomène; pour prendre un exemple appartenant au passé colonial, on parlait souvent de «l'aide de la France à l'Algérie», des «relations franco-algériennes», à une époque où ces relations n'existaient qu'entre le gouvernement français et les «prépondérants» de la grande colonisation (ou l'administration contrôlée par eux), et où «l'aide» française passait précisément par les mains des mêmes personnes, étant utilisée essentiellement à leur profit. Or, même si c'est de manière moins visible, moins grossière, c'est toujours, nécessairement, par le canal de la classe ou caste dirigeante que passent les rapports entre les deux nations.

Dès lors, ce groupe dirigeant, qu'il soit ancien ou nouveau, indigène ou allogène, pèse, physiquement beaucoup plus lourd qu'il ne pèserait s'il était réduit à ses seules forces. Il pèse, en fait, de tout le poids de la grande puissance extérieure, même si l'intervention de celle-ci est la plus bienveillante qui soit, la plus désireuse d'amé-

liorer les conditions de vie du groupe dirigé, et d'empêcher le groupe dirigeant d'abuser de sa force: ces intentions louables ne peuvent rien contre le fait que *c'est ce groupe dirigeant* qui peut mobiliser de toutes les façons à son profit le poids de la grande puissance. Dès lors, l'équilibre réel entre dirigeants et dirigés, équilibre basé dans tout système sur des rapports de force, et non sur des »principes«, fussent ils englobés dans la meilleure des Constitutions — cet équilibre est immédiatement changé. La pression, c'est à dire la domination, voire la répression, en tout cas l'exploitation, s'accroissent. Le mercure descend dans la colonne. Si la population n'accepte pas le changement, on le lui imposera par la force — une force très accrue par rapport à l'ancien pouvoir, disposant seulement de ses forces nationales. Le processus est constant, quel que soit le genre de société et le mode d'intervention. Bien entendu, tous les modèles ne sont pas identiques, et l'influence d'une grande puissance démocratique, utilisée, dans une nation industriellement avancée, par un groupe dirigeant lui aussi venu démocratiquement au pouvoir, ne sera pas identique à l'usage qu'une clique féodale ou coloniale fera de la force de la nation colonisatrice qui la soutient. Mais le phénomène reste foncièrement le même, et des hommes, siévolués soient-ils, qui voient leur puissance s'accroître grâce à un appui extérieur, utiliseront toujours ce surcroît de puissance à leur profit, fut ce dans les meilleures intentions et avec la meilleure conscience qui soit.

Il n'y a pas d'intervention »progressiste«

Il en résulte qu'il ne peut y avoir d'intervention étrangère positive ou progressiste, si ce n'est, au cours d'une guerre révolutionnaire où, par exemple, une puissance étrangère contribue *momentanément* à faire basculer une structure déjà en retard au regard du rapport de forces naturel dans un pays; ou bien, si cette intervention permet de faire face à une intervention contraire d'une autre puissance — ainsi l'aide des pays socialistes au Vietnam ou à Cubas pour contrebalancer l'intervention américaine. Mais cela, dans tous les cas, à condition que les troupes étrangères s'il y en a, s'en aillent aussitôt après, et que l'influence étrangère ne soit pas maintenue même pour »de bons motifs« dans le pays en question. Marx et Engels étaient conscients de cette loi absolue; en 1882, dans une lettre à Kautsky, Engels envisage le cas où une Angleterre socialiste, possédant encore un empire, se trouverait devant la volonté d'indépendance d'une Inde féodale et arriérée. Il conclut sans hésitation que l'Angleterre socialiste devrait accepter immédiatement l'indépendance complète de l'Inde féodale. Et on connaît les thèses très claires de Lénine sur la question nationale s'opposant aux penseurs socialistes qui sous prétexte d'internationalisme, voulaient

»nuancer« leur réponse à la question du droit à l'indépendance de pays arriérés ou réactionnaires.

La volonté de paternalisme progressiste exprimée si souvent au cours de l'histoire par les penseurs de la Révolution française, par divers théoriciens socialistes à la fin du 19^e et au commencement du 20^e siècle, (jusque et y compris, Rosa Luxembourg), par les colonialistes français démocrates, comme Jules Ferry et ses disciples, par les Américains libéraux, après 1945, à propos de l'Amérique du Sud, voire de l'Europe occidentale, et encore tout récemment par certains hommes d'Etat socialistes, se heurte en effet toujours à une logique implacable. Plaçons nous dans le cas idéal. Si démocrate, si socialiste même que soit la grande puissance intervenante, son pouvoir et les bienfaits qu'elle peut apporter ne parviennent pas directement au peuple du pays intéressé, passent nécessairement par le gouvernement local, par un groupe dirigeant, et si progressiste que soit celui-ci, il cesse, à partir de ce moment, d'être en état d'*équilibre naturel* avec son propre peuple. Le résultat, parfois contre le gré de la puissance intervenante, est le renforcement des dirigeants, l'affaiblissement des masses dirigées et donc, faute d'opposition efficace, de frein et de contrôle, la corruption du pouvoir. Dans le pays où l'on intervient.

Il s'agit-là d'un phénomène dialectique de physique politique difficile à comprendre sans une analyse serrée, et qui stupéfie souvent les meilleurs esprits. Comment, pensaient les Français d'hier, la démocratie française, pouvait-elle avoir une influence autre que bénéfique sur les pays arriérés d'Afrique et d'Asie? Comment, pensaient les démocrates américains la dernière guerre, les Etats-Unis, pays de capitalisme avancé, où la liberté de penser est réelle et où la classe ouvrière a atteint un degré d'organisation remarquable, pourraient-ils consolider par leur seule présence les tyrannies fascistes du souscontinent? Comment, enfin, pensent de nombreuses personnes dans les pays socialistes, l'influence de la principale puissance socialiste du monde, pourrait-elle s'exercer dans ces pays autrement que de manière favorable? Or, la société américaine, la société soviétique, la société française de l'époque dont je parle, peuvent être considérées comme des *sociétés en équilibre* entre dirigeants et dirigés, et cet équilibre a de manières très diverses, et sous des formes qui ne peuvent être comparées, de nombreux aspects positifs. Mais quand un groupe dirigeant, quel qu'il soit, et ceci reste vrai même pour les équipes dirigeantes nationales les plus authentiques et les plus honnêtes, peut disposer à son propre usage du poids d'une grande puissance étrangère, la *qualité de l'équilibre au sein de la nation intervenante a relativement peu d'importance*. Ce qui importe, c'est le déplacement de l'équilibre intérieur du pays où l'on est intervenu.

L'exemple du plan Marshall

Ces notions sont comprises et admises aujourd'hui quand il s'agit d'une intervention du type colonial ou néo-colonial dans un pays sous-développé, mais moins aisément lorsqu'il s'agit d'une intervention en pays avancé, car ici les mécanismes sont moins grossiers. Si l'on examine, par exemple, l'effet du plan Marshall et de la politique atlantique dans les pays de l'Ouest, on y trouve effectivement ces déplacements d'équilibre, mais il faut les suivre pas à pas. Pourquoi, par exemple, pensaient en France les socialistes SFIO, ne pourrait-on se servir de la puissance et de la richesse américaine au bénéfice des travailleurs? Et nul doute, en effet, que l'aide Marshall n'ait permis d'aider la France à se relever et à améliorer le niveau de vie. Mais voyons les autres conséquences.

En 1946—47 existait en France un certain équilibre entre la classe dirigeante et les travailleurs. Il s'exprimait dans un certain effort de démocratie économique, et politiquement dans le »tripartisme«.¹ La France se trouvait aux prises avec d'énormes problèmes économiques, et de vastes problèmes coloniaux surgissaient de toutes parts. Elle aurait dû mobiliser toutes les énergies pour résoudre les premiers, et, bon gré mal gré elle aurait été obligée d'accorder très vite l'indépendance à ses colonies. L'illusion social-démocrate, qui a été aussi celle de libéraux américains, a été de penser que l'on pourrait tout améliorer par l'aide américaine, tout en conservant le même équilibre politique, en tout cas entre les classes sociales, sinon entre les partis.

Or, la conséquence de la politique Marshall a été, sur le plan politique, de rejeter les communistes hors du pouvoir, où ils n'ont évidemment pas été remplacés par un parti socialiste renforcé, mais par des partis situés plus à droite. Le poids de la classe ouvrière a décliné, celui de la bourgeoisie a augmenté aussitôt. Dans le même moment, l'aide américaine rendait inutile la politique économique de choix rationnels qui eût été inévitable, et permettait de retourner très vite à un »laissez-faire« capitaliste au moins partiel. De plus, grâce à l'aide américaine, les guerres coloniales pouvaient être financées par un simple transfert, même si elles n'étaient pas directement payées par les Etats-Unis. La France s'est donc embarquée dans une politique de plus en plus anti-sociale à l'intérieur, en même temps que dans le gigantesque gaspillage des guerres coloniales, qui nous a menés en fin de compte à la liquidation de la IV^{ème} République en 1958.

Il faut mentionner aussi la déformation psychologique, conséquence de la politique atlantique, qui a fait pendant des années remonter

¹ Les »Trois partis« étaient le M.R.P. (démocrate chrétien), le parti socialiste SFIO, le parti communiste.

à Washington toute décision importante en France et ailleurs en Europe. Chez nous, sous la IV^{ème} République, le recours aux fonds américains était devenu la réponse classique à la plupart des problèmes aigus qui se posaient périodiquement; un effort de solution autonome était rarement entrepris. L'idée de l'appel à Washington restait comme dernier recours, si les remèdes de circonstance ne suffisaient pas. En conséquence, l'idée même d'une critique grave de la politique américaine ne pouvait apparaître dans l'esprit de personne; c'est cet état de sujétion psychologique qui explique, mieux que toute autre raison, l'absence d'une bataille réelle et durable contre le principe même du réarmement allemand, voulu par les Etats-Unis, et les compromis successifs (C.E.D. et U.E.O.) que les dirigeants européens inventèrent pour biaiser avec cette volonté. Cette mentalité, un temps disparue, ou plus exactement voilée, en état d'hibernation sous de Gaulle, a réapparu progressivement depuis 1969, et se manifeste de plus en plus ouvertement. Ailleurs en Europe, elle n'a jamais disparu.

Des phénomènes différents dans leur forme mais pourtant comparables, ne se sont-ils pas produits dans plusieurs pays d'Europe de l'Est du fait des étroites liaisons de ces pays avec l'Union Soviétique? Nous sommes beaucoup à le penser à l'Ouest, et il s'agit pourtant souvent, je le souligne, d'intellectuels et de journalistes dont les positions en matière de politique étrangère se sont trouvées fréquemment proches des thèses soviétiques. On me répondra que les phénomènes ne sont pas comparables, qu'on ne peut parler dans ces pays d'une «classe dirigeante» ni même d'un groupe dirigeant distinct du peuple travailleur, et que la nature de classe de l'Etat soviétique rend ses interventions et son influence toutes différentes de celles des Etats capitalistes. Sans entrer dans le détail de la discussion, je soulignerai simplement que ce genre d'affirmation gagnerait à être passé au crible d'un examen réellement scientifique. Beaucoup de théoriciens socialistes, dans le monde d'aujourd'hui, considèrent que le phénomène de la *délégation*, par lequel le peuple travailleur choisit ses dirigeants, même si c'est dans des formes démocratiques, ne peut absolument pas empêcher que les *délégués*, une fois au pouvoir, se constituent en *groupe distinct*; même, s'il ne s'agit pas d'une *classe* à proprement parler, la différenciation avec les masses est suffisante pour que des intérêts divergents existent, pour que des contradictions apparaissent, et pour qu'on n'ait plus le droit d'affirmer que le pouvoir est «*identique*» au peuple travailleur dont il est issu.

Par ailleurs, en ce qui concerne les effets de l'influence extérieure d'un grand Etat ouvrier et socialiste, je pourrais simplement renvoyer à Engels et à Lénine pour souligner que, même dans ce cas, le problème se pose. Mais comme je le remarquais plus haut, la question de la nature du régime social de la grande puissance, quand il s'agit d'une liaison étroite entre elle et une nation moins impor-

tante, ne se pose que *secondairement*, car il est très difficile sinon impossible à un Etat quelconque d'empêcher l'équipe dirigeante de la nation qu'il aide ou soutient, d'utiliser cette aide à sa propre manière; et comme je l'indiquais, la simple présence ou contiguïté de la nation plus puissante suffit à déplacer l'équilibre quel que soit le régime existant de part et d'autre. On me concédera certainement que des phénomènes de ce genre sont apparus en Europe de l'Est du temps du »culte de la personnalité« et que l'unité du camp socialiste a été utilisée dans plusieurs pays pour instaurer des pratiques dont on peut dire avec euphémisme qu'elles étaient »peu satisfaisantes«! Je sais bien qu'aujourd'hui les choses ont changé dans la plupart de ces pays, que les régimes qui sont en place ont un caractère d'authenticité nationale et que les distorsions les plus grossières ont disparu.

Mais le processus que j'examine ici est très général, et ne se limite pas au cas d'abus caractérisés. A l'Ouest aussi il y a de nombreux pays dont le gouvernement, compte tenu du système social, a une réelle authenticité nationale. Ce ne sont pas des cliques mises en place par les Américains. Mais le plus grand inconvénient, pour ces pays, du système atlantique, et de l'étroite liaison économique-politico-militaire avec les Etats Unis qu'il implique, c'est qu'à cause de ce système, et, en fin de compte, sans que les Américains l'aient consciemment recherché, les équipes dirigeantes nationales ne *sont pas exactement les mêmes* que celles qui existeraient dans les mêmes pays s'ils étaient à l'extérieur dudit système, et *ne sont pas autant obligées* de tenir compte des volontés et des intérêts de la masse des citoyens, qu'elles le seraient en l'absence d'un appui et d'une influence des Etats-Unis. Il y a, pour tout dire, pour ces gouvernements, une *plus grande*, une *trop grande* facilité à exercer leur autorité: ce qui est une des formes du déséquilibre introduit. Je serais bien étonné que des phénomènes comparables n'existassent pas dans les pays de l'Est dont j'ai parlé, et n'aboutissent pas ici aussi, à donner une *trop grande facilité* aux pouvoirs nationaux, et à leur permettre, pour cette raison, d'esquiver la recherche ardue des véritables solutions des problèmes que l'histoire leur pose.

L'intervention comme protection militaire: les Pactes

On peut donc considérer, si on admet comme valables les arguments précédents, que la liaison d'une nation avec une grande puissance, présente de grands inconvénients et comporte de véritables dangers — et cela d'autant plus que la disproportion des nations en question est plus grande, et la liaison plus étroite. Il y aurait là, déjà, un puissant argument en faveur du choix d'une politique étrangère »non-alignée«, et ceci, quelle que soit la situation internationale à l'époque considérée. Mais la raison principale invoquée pour

la constitution des alliances et la formation des grands blocs militaires est différente: il s'agit, affirme t'on de part et d'autre, de protéger les nations plus faibles contre une agression possible, et il est donc nécessaire de mettre en commun tous les moyens de défense afin de »dissuader« l'agresseur. C'est là base rationnelle, en particulier, de la conclusion du pacte de l'OTAN et du pacte de Varsovie qui lui a répondu. Si cette argumentation était valable hier, elle pourrait le redevenir, et on serait obligé d'accepter les inconvénients des blocs militaires à cause de leur utilité en cas d'agression. Mais étudions plus à fond ces arguments. Je prendrai le cas de l'OTAN — mais une étude symétrique pourrait être faite du pacte de Varsovie.

Pour justifier la conclusion du Pacte Atlantique et la création de l'OTAN, on a invoqué dans les pays de l'Ouest les événements qui se sont produits en Europe de l'Est à partir de la victoire de 1945; la mise en place de régimes de démocratie populaire de plus en plus soumis au contrôle absolu des partis communistes nationaux, et de plus en plus étroitement liés à l'Union Soviétique, a été interprétée d'une manière très générale comme le premier pas d'une tentative d'hégémonie mondiale, et pour commencer européenne, de Staline. Nous avons pourtant été un certain nombre à souligner dès cette période, notamment en France et en Grande-Bretagne, qu'il y avait une explication toute différente. Sans minimiser les actes d'arbitraire et de violence dûs à l'état d'esprit et aux méthodes en honneur du temps du »culte de la personnalité«, nous avons souligné que l'assimilation, courante alors en Occident, de l'esprit d'agression hitlérien et d'une volonté d'hégémonie stalinienne n'était *absolument pas valable* et que l'instauration en Europe de l'Est de régimes souvent peu représentatifs de la volonté de la population, reposait avant tout sur le désir de l'URSS d'éviter une répétition des événements de 1941 et de placer, en avant des frontières soviétiques, un »glacis« permettant de protéger le pays. Dans son livre sur Yalta, Stettinius, secrétaire d'Etat de Roosevelt, raconte que J. V. Staline s'en est expliqué très franchement devant lui.

Le poids d'une très grande puissance et l'altération des équilibres naturels qui en est résultée, ont suscité dans ces pays d'innombrables problèmes et contradictions auxquels les nouveaux pouvoirs u'ont su le plus souvent, répondre que par la force. Et surtout, la situation a été encore compliquée dès 1947 par la volonté occidentale de repousser le communisme vers l'Est grâce à des moyens économiques, volonté nettement définie par le discours de Churchill de Fulton, la doctrine Truman, et la mise en place du plan Marshall. Cette tentative d'ébranler le glacis de protection mentionné plus haut ne pouvait, étant donné le tempérament de J. V. Staline, que susciter un violent durcissement, aggravant encore les méthodes déjà critiquées par l'Ouest: c'est ce durcissement de 1947—48 qui a alors

servi de motif aux Occidentaux et particulièrement aux Américains pour la mise en place du Pacte Atlantique et de l'OTAN.

Nous avons pourtant été un certain nombre dans les pays occidentaux à montrer dès le début des années 50, à la suite d'Aneurin Bevan et des travaillistes de gauche britanniques, l'inutilité du Pacte Atlantique, qui était amplement démontrée par l'exemple yougoslave. Il n'est nul besoin de rappeler ici la gravité de la crise de l'été 1948, l'ébranlement qu'elle a causé dans l'Europe de l'Est dans les faits et dans les esprits, l'inquiétude avec laquelle elle a été considérée à Moscou et l'ampleur des mesures de tous ordres qui ont été prises pendant plusieurs années pour amener la Yougoslavie à s'incliner; le chiffre de 5.000 incidents de frontière, souvent avec des blessés et des morts, entre l'été 1948 et la mort de J. V. Staline, a été souvent avancé. Or la Yougoslavie, qui n'était protégée par aucun pacte, dont les forces étaient sans commune mesure avec celles de l'U.R.S.S. et de ses alliés, et dont la sécession introduisait une faille grave dans le monolithisme communiste de l'époque, n'a pourtant pas été attaquée militairement.

Le principe d'incertitude

Ce fait et l'analyse de Bevan à son sujet ont la plus grande importance pour juger valablement la théorie des pactes. En effet, soulignait Bevan, Staline savait qu'il pourrait *certainement*, en y mettant le prix et avec suffisamment de temps, «mettre au pas» la Yougoslavie et cela *probablement* sans intervention des pays occidentaux, qui n'allaient pas se mêler de défendre contre une puissance communiste un autre pays communiste auquel aucun pacte ne les liait. Mais étant donné la détermination du gouvernement yougoslave, l'unité du peuple derrière lui, la valeur de son armée démontrée au cours de 4 ans de guerre, et la géographie du pays, il était évident que ce serait un conflit prolongé. Dans un tel conflit, tout peut arriver, la contagion et l'escalade sont fréquentes, et on *ne pouvait être certain* que l'Ouest à la longue et en fin de compte les Etats-Unis, ne seraient pas amenés à intervenir, déclenchant ainsi un conflit mondial probablement nucléaire dont personne ne voulait et que J. V. Staline a toujours tout fait pour éviter.

C'est, remarquait Bevan, cette *incertitude* qui a sauvé la Yougoslavie. Mais combien davantage jouerait cette incertitude, remarque-t-il ensuite, dans le cas d'un pays quelconque d'Europe occidentale si ce pays, en l'absence de tout pacte ou alliance, se trouvait ainsi menacé! Si la Yougoslavie n'a pas été envahie, il était inimaginable, même au summum de la guerre froide, que la France, l'Italie, l'Allemagne de l'Ouest, etc. puissent l'être, et il n'y avait besoin d'aucun Pacte Atlantique pour les défendre; le *»principe*

d'incertitude» suffisait. On peut formuler ce principe aujourd'hui en termes généraux, valables en gros pour tous les pays mais particulièrement dans les zones les plus sensibles du monde, comme l'Europe: *si un Etat est souverain à l'intérieur de ses frontières, s'il n'est soumis à aucune occupation militaire préalable (qui permettrait à une grande puissance étrangère de le maîtriser sans violer ses frontières), s'il n'est partie à aucun accord militaire (qui permettrait à une grande puissance de faire pénétrer légalement ses troupes sur le territoire de cet Etat); s'il est déterminé à résister de toutes ses forces à toute agression, et n'est pas ligoté politiquement ou psychologiquement d'une manière qui lui interdise une telle résistance — et si de plus il se trouve dans une zone sensible du monde, il sera protégé contre toute agression par l'incertitude où se trouverait l'agresseur éventuel concernant la contagion, l'élargissement et l'escalade, qui pourraient résulter d'un conflit tant soit peu prolongé.*

Ce principe n'est naturellement pas valable, en tout cas sous cette forme, en ce qui concerne les guerres limitées que peuvent se faire des *Etats mineurs* — (conflits dont l'envergure est nécessairement freinée par l'intervention des grandes puissances, liée elle-même au risque de contagion et d'escalade.) Mais il est valable en ce qui concerne le comportement des grandes puissances et spécialement à propos du sujet qui nous occupe, l'Europe. Ce principe est lié aussi à l'équilibre de la terreur, et à la crainte de suicide planétaire qui résulterait d'un conflit entre grandes puissances débouchant nécessairement sur l'escalade nucléaire. L'exemple de l'Allemagne hitlérienne ne peut être invoqué contre cette thèse et ceci pour deux raisons: l'équilibre de la terreur et le danger d'escalade ultime n'existaient pas; d'autre part, le maître de l'Allemagne était un psychopathe qui avait soumis ce pays à un climat entièrement irrationnel. Alors que les dirigeants des très grandes puissances depuis la guerre, quel que soit le reproche qu'on puisse leur faire dans divers domaines, ont toujours eu, en politique extérieure, un comportement rationnel; or, tout système de défense correspond à une situation donnée et n'est pas abstraitement valable pour tous les temps et toutes les situations.

L'existence du principe d'incertitude permet d'expliquer pourquoi tant d'Etats ont adopté progressivement une politique extérieure non-alignée ou se rapprochant du non-alignement: c'est que, après le maréchal Tito et Jawaharlal Nehru, de nombreux hommes d'Etat (dont le général De Gaulle à partir de 1962) ont découvert que les catastrophes diverses dont on menaçait en 1946—50, les pays qui quitteraient les blocs militaires ou refuseraient d'y adhérer, étaient inexistantes et équivalaient à un vaste bluff. En effet, pour empêcher un Etat de mener une politique indépendante il faut être capable d'exercer sur lui des pressions pouvant aller, s'il résiste, jusqu'à l'emploi des armes. A partir du moment où on sait qu'en

raison de l'équilibre de la terre aucune grande puissance ne peut se permettre d'utiliser les moyens *extrêmes contre un Etat souverain et militairement défendu* — l'efficacité du bluff disparaît, l'Etat en question ne craignant ni une agression punitive de son allié ni d'être livré aux entreprises d'un adversaire commun. Tout Etat, même d'importance moyenne, voire petite, peut ainsi se permettre aujourd'hui de mener une politique indépendante, à condition qu'il réponde aux caractéristiques définies plus haut, et nous avons de nombreux exemples prouvant que tel est bien le cas.

Les exceptions apparentes

On a opposé à la thèse exposée ici l'exemple de l'intervention des Etats-Unis en Corée (sous le couvert de l'ONU) et au Vietnam, ainsi que celui de l'intervention soviétique en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Ces cas ne contredisent pas mes arguments. En Corée et au Vietnam, les E. U. ont pu intervenir militairement sans grands problèmes, car ils ont été «appelés» par des gouvernements, celui de Rhee et celui de Diem, qui, si peu représentatifs qu'ils aient été, exerçaient un pouvoir réel. L'état de division d'une nation facilite au maximum les interventions étrangères: les Etats-Unis n'auraient pas osé intervenir directement dans une Corée ou un Vietnam unifiés, où personne ne les aurait appelés. L'armée soviétique n'a pas eu à pénétrer en Hongrie: elle s'y trouvait déjà, à la suite de la victoire de 1945. Les armées du Pacte de Varsovie ont pu invoquer ce pacte pour intervenir en Tchécoslovaquie; au surplus, le gouvernement Dubcek n'était pas prêt à envisager une résistance militaire. S'il y avait été prêt, comme Tito en 1948, il n'est pas prouvé que le gouvernement soviétique, où l'unanimité était loin d'être complète, n'aurait pas hésité et cherché une autre solution à la crise.

On peut aussi soutenir, comme l'a fait le professeur Erickson dans le *Sunday Times* du 1er Septembre 1968, que la «stratégie avancée» de l'OTAN, confiant à des unités d'élite de la Bundeswehr le soin de se précipiter vers l'Est en cas de conflit imminent, afin de parer à une «attaque par surprise», a poussé l'Etat-major soviétique à tout faire pour installer des divisions soviétiques à la frontière tchécoslovaque-allemande de l'Ouest, alors que cette présence militaire soviétique avait toujours été refusée par Novotny (encore en 1967) et que Dubcek ne pouvait dès lors pas davantage l'accepter. L'OTAN — qui n'a naturellement rien fait pour contrarier l'invasion des armées du Pacte de Varsovie — serait alors, lui aussi, en partie responsable d'avoir contribué à provoquer cette invasion. Cet exemple est un argument de plus contre les Pactes, et en faveur du non-alignement, pour tous les pays qui ont la liberté pratique, dès aujourd'hui, d'adopter une telle politique.

Valeur militaire des pactes

Il me semble donc qu'on peut considérer non seulement que les blocs militaro-économiques sont néfastes, mais aussi que les pactes sont inutiles pour empêcher une agression. Il reste à examiner si, comme certains le prétendent, les pactes assurent une défense plus efficace en cas de conflit. Remarquons d'abord qu'un certain nombre de pays d'Europe qui ne font partie d'aucun pacte, comme par exemple la Suède, la Suisse et la Yougoslavie, ont constamment témoigné de moins d'inquiétude vis à vis de la situation mondiale que les pays de l'Est et de l'Ouest qui font partie des pactes. On pourrait penser qu'il s'agit d'une illusion de la part de ces Etats et de leur population, si dans l'opinion de nombreux experts militaires, il ne s'agissait pas *justement* des trois pays européens dont la capacité défensive est, paraît-il, la plus forte, par rapport à leur chiffre de population.

Mais ces faits ne paraissent étonnants qu'à ceux qui sont incapables de raisonner dialectiquement et s'en tiennent aux apparences matérielles. L'opinion publique de nos pays, et bien des dirigeants, appliquent d'ailleurs ici sans discernement les exemples du passé. Parce qu'autrefois les perspectives de conflit étaient relativement claires, parce que de tels conflits ne faisaient pas courir comme aujourd'hui des risques d'anéantissement à des peuples entiers, parce que les alliances étaient habituelles et, d'un certain point de vue, rationnelles, la population répond aisément «oui» si on lui demande si elle est en faveur d'une alliance: c'est ainsi que 54% des Français en 1968 ont répondu qu'ils étaient favorables au Pacte Atlantique, à la suite d'un sondage d'opinion publique d'ailleurs habilement rédigé pour susciter une telle réponse. Mais une question beaucoup mieux posée par le «*Sunday Times*» en Juillet 1967, demandant si les Britanniques devraient soutenir les Etats-Unis ou se dissocier d'eux si les Etats-Unis entraînaient la Grande-Bretagne dans une guerre, reçut comme réponse 63% pour la dissociation, 28% seulement pour le soutien. Les Français, devant une question ainsi posée, auraient probablement répondu de la même façon.

C'est que le problème des pactes est en effet moral tout autant que matériel. Une nation lutte, une armée se bat, au cours d'une guerre, dans la mesure précise où les raisons de se battre touchent profondément tous les citoyens. C'est rarement le cas quand la paix et la guerre sont décidées dans le cadre de coalitions mondiales aux décisions et aux objectifs très éloignés des préoccupations de chacun. Pense-t-on, par exemple, que le peuple vietnamien se serait battu d'une façon si héroïque et efficace s'il s'était agi pour lui de défendre les thèses et les intérêts d'une coalition asiatique, et non sa vie même?

Les stratèges ont coutume, pour justifier les pactes, de présenter le début d'un éventuel conflit comme une agression parfaitement

claire, naturellement imputable à l'adversaire putatif. Or, de telles situations sont rares et improbables. S'il y a un jour une guerre en Europe, elle ne commencera ni par la ruée vers l'Est de la Bundeswehr, sans provocation ou avertissement, ni par l'assaut également »gratuit« et imprévu des forces soviétiques, mais par des démêlés confus et obscurs, par exemple entre les deux Allemagnes, ou peut-être hors d'Europe, et il sera pendant longtemps impossible de tirer au clair les responsabilités premières et principales. Et l'on peut dire avec certitude que pour la plupart des peuples qui seront entraînés dans le conflit, ce ne sera, de part et d'autre, *pas leur guerre*, et que bien souvent le sentiment qu'on les force, à cause de pactes dont on aura toujours caché les conséquences, à participer, pour le compte d'autrui, à un conflit mal défini et peu compréhensible, ne contribuera pas à renforcer la valeur militaire de leurs armées. L'Europe sera pleine de déserteurs et de maquis, et même de combattants qui préféreront combattre contre ceux qu'on leur aura proposés comme alliés! Il faudra, dans des pays profondément divisés, instaurer de dures répressions, et les gouvernements se battront contre leur peuple autant que contre des ennemis extérieurs, ce qui contribuera à aggraver la confusion, les rébellions, le désordre général et à enlever tout sens au conflit. Il est bien évident que, par comparaison avec cette situation catastrophique, les pays neutres ou non-alignés où la population unie autour de son gouvernement se battra pour défendre simplement son sol et sa liberté, présenteront un aspect bien différent; et leurs armées seront, selon toute probabilité, les seules à pouvoir remplir leur mission.

Nous pouvons à partir de ces remarques définir ce que doit être la défense nationale dans un pays »non-aligné«. Je ne veux pas entreprendre ici une longue analyse, mais seulement définir l'essentiel. Le premier postulat n'est pas militaire mais politique. La politique intérieure du pays doit être telle que les citoyens s'y sentent chez eux, et non aliénés. Il n'y a pas de défense efficace d'un pays où une masse importante de citoyens est insatisfaite ou révoltée. En second lieu, ce pays doit avoir adopté une politique étrangère acceptable en gros par tous ses citoyens, visiblement fondée sur la recherche de la paix, à l'écart des blocs militaires, dont presque tout le monde aujourd'hui reconnaît le danger, même ceux qui les jugent inévitables. En troisième lieu, il ne faut pas que ce pays fournisse des bases à une puissance étrangère: les ennemis de celle-ci pourraient vouloir éliminer ces bases dans des périodes de tension. En quatrième lieu, il faut que ce pays possède une défense réelle et ne puisse pas être occupé à titre de précaution soit par les »amis« soit par les »ennemis«. Cette défense ne doit pas pouvoir inquiéter des états-majors adverses et susciter des actions préventives, ce qui élimine toutes les petites forces de frappe nucléaires, liées nécessairement à cause de leur faiblesse-même à une stratégie »anti-cités« et à des déclenchements hâtifs, (appelés par euphémisme »préemptifs«.)

Par contre, cette défense doit pouvoir durer longtemps; le combat doit continuer même si le territoire est en partie occupé. C'est la *certitude* pour l'envahisseur de se trouver devant un conflit prolongé, et c'est *l'in certitude* sur la contagion, l'extension du conflit et l'escalade qui constituent l'instrument de dissuasion fondamental. Tout doit être mis en oeuvre dès le temps de paix pour assurer cette durée et pour que l'adversaire putatif en soit persuadé; cela suppose que tout le peuple soit préparé à une résistance tant militaire que civile. Dire que dans de telles conditions on évitera toute guerre serait naturellement absurde. Aucun système en politique ne peut garantir un résultat certain dans un domaine quelconque, et spécialement dans celui de la guerre et de la paix. Mais on peut affirmer qu'il s'agit là, à l'époque actuelle, de la *moins mauvaise* défense possible, celle qui peut décourager au maximum l'agression. C'est tout ce qu'on peut demander.

Conclusion

Si l'exposé qui précède est accepté dans ses grandes lignes et ses formulations générales, il s'en suit alors que le non-alignement est la seule politique qui puisse aujourd'hui, au temps des super-puissances, éviter une détérioration de l'équilibre intérieur des pays par les conséquences intérieures dans la politique mondiale, et permettre aux pays qui adoptent le non-alignement d'agir d'une façon positive pour la détente et pour la paix. Et c'est aussi la politique qui permet d'envisager la meilleure défense nationale possible, en tout cas la moins mauvaise. Inversement, les blocs militaires tendent à corrompre l'équilibre intérieur des pays petits et moyens qui y participent, (même quand ce n'est là nullement l'intention des hommes qui dirigent les blocs), présentent un danger certain pour la paix du monde, et ne constituent même pas la meilleure défense possible à l'égard des périls que leur constitution aura provoqués. Il serait utile que ces notions soient de plus en plus largement admises, non seulement dans les pays qui ont la chance de se trouver à l'extérieur des pactes, mais aussi dans ceux qui y sont englobés.